Réglementation et Usages de l'Espace Public
Coordination Manifestations Espace Public

Arrêté relatif à : Fête d'Été des voisines et des voisins
Rue de la Bottière
Mardi 13 juin 2023

Arrêté n° 06BB0458

Arrêté

La Présidente,
La Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la Route,
Vu les arrêtés en vigueur réglementant la circulation et le stationnement des véhicules à Nantes,
Vu l'arrêté portant règlement général d’usage et d’occupation des voies à Nantes,
Vu le code de la Santé Publique, notamment les articles R1334-30 et suivants,
Vu l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002, relatif aux bruits de voisinage,
Vu le dossier de déclaration de manifestation adressé à la Mairie de Nantes,
Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l’autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes à partir du 1er janvier 2015,
Considérant qu’il convient de prendre des mesures de police rue de la Bottière à l’occasion de la manifestation susvisée,
Sur la proposition du Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes,

Arrêtent

Article 1 - Le mardi 13 juin 2023, de 21h00 à 23h30, l'association « Beau-Tiers-lieu » est autorisée à occuper un espace :

- rue de la Bottière, dans l’allée piétonne située au droit des n° 71 et n° 73, puis sur le parvis de la Mairie de quartier Nantes-Bottière situé au n° 69, afin d’y installer du mobilier (tables et chaises), conformément au plan annexé au dossier de déclaration manifestation.

Article 2 - L’autorisation d’occuper le domaine public est accordée à titre gratuit.

Article 3 - Il est rigoureusement interdit d’effectuer des branchements de toutes natures (électricité, eau…) sur le domaine public sans autorisation.

Article 4 - La circulation des véhicules de secours et des piétons ne doit en aucun cas être entravée par la tenue de la manifestation susvisée.
Article 5 - Les canalisations d’alimentation électrique devront être disposées de telle manière qu’elles ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation du public.

Article 6 - En cas d’événement météorologique exceptionnel, l’organisateur prendra immédiatement toutes mesures pour assurer la sécurité des spectateurs, des participants ou des autres usagers, y compris décider de l’annulation, le cas échéant.

Article 7 - Le mardi 13 juin 2023, l’organisateur de la manifestation susvisée est autorisé à sonoriser, de 21h00 à 23h30, le parvis de la Mairie de quartier Nantes-Bottière.

Article 8 - L’organisateur doit prendre toutes dispositions pour limiter les émissions sonores selon la période de la journée et plus particulièrement après 22h00.Les niveaux sonores devront prendre en compte la proximité du voisinage.

Article 9 - L’organisateur doit prendre toutes dispositions pour informer, 48h00 avant, les riverains immédiats de la tenue de la manifestation autorisée par le présent arrêté.

Article 10 - Pour des raisons de sécurité et de préservation de l’environnement la mise en place des pré-enseignes temporaires ou de tout autre objet est interdite : sur les supports de feux tricolores et de panneaux de signalisation routière, sur les poteaux de transport d’électricité et de télécommunications, ainsi que sur les arbres et les espaces verts.

Article 11 - Toute autre occupation du domaine public par des pré-enseignes temporaires, notamment leur fixation sur les candélabres de l’éclairage public, doit faire l’objet d’un accord préalable par les services concernés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole.

Article 12 - Les pré-enseignes ainsi autorisées devront être retirées, par l’organisateur, dès le lendemain de l’achèvement de la manifestation.

Article 13 - Le non-respect des dispositions énoncées aux articles précédents entraînera une intervention des services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, pour le retrait de la signalisation provisoire, aux frais de l’organisateur de la manifestation.

Article 14 - A l’occasion de l’événement susvisé, toute dégradation du domaine public ou du mobilier urbain fera l’objet d’une remise en état par les services de Nantes Métropole avec facturation au pétitionnaire.

Article 15 - A l’issue de la manifestation, l’organisateur devra veiller à laisser le site utilisé en bon état de propreté. A défaut, les frais de nettoyage lui seront facturés.

Article 16 - L’organisateur est tenu de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient lui être données par les agents des services de Police.

Article 17 - M. le Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 12 juin 2023

Pascal BOLO

L’adjoint délégué
Pour Madame la Maire
Le Vice-Président
Pour la Présidente